DOMINAINE PUBLIC DP

Essayé mais pas pu

LE PRÉSIDENT DE la commission des finances du Conseil des États a dit sa désillusion et sa frustration. Pour débusquer des possibilités supplémentaires d'économies, les sénateurs ont examiné à la loupe le projet de budget de la Confédération. En vain. En effet, le gros des dépenses résulte de la législation en vigueur. Quant au solde, il a déjà subi des coupes sévères au cours des exercices précédents.

Ce sentiment d'impuissance est à coup sûr partagé par les édiles des grandes villes et de plusieurs cantons, Vaud et Genève notamment. Conséquence directe de la situation économique, les recettes fiscales stagnent, voire même diminuent alors que les dépenses sociales progressent. Dans ces conditions, les plans d'assainissement budgétaire se ré-

vèlent bien vite obsolètes. Le gouvernement zurichois, qui avait annoncé un programme ambitieux de réduction des effectifs de la fonction publique, admet d'ores et déjà son échec: ne pas repourvoir les postes vacants met en péril le fonctionnement de l'État. On comprend dès lors le mécontentement des fonctionnaires qui, malgré les sacrifices consentis, ne voient pas venir l'embellie promise.

Faut-il donc se résigner dans l'attente d'une reprise économique salvatrice? Certainement pas. Par contre, on peut imagi-

ner d'autres pistes que les solutions de facilité appliquées jusqu'à maintenant - réduction linéaire des dépenses et des effectifs, réduction de la masse salariale pour l'essentiel. Pour aboutir, le redressement des finances publiques exige un plan d'économies qui bénéficie d'un large soutien politique. Ce soutien ne sera acquis qu'à condition qu'apparaissent clairement les priorités établies, la répartition équitable des sacrifices demandés et l'application simultanée des mesures envisagées: personne dans cette opération ne doit pouvoir soupçonner d'être trompé.

Reste un gisement d'économies trop rarement évoqué. C'est l'amélioration de l'efficacité de l'État dans l'accomplissement de ses tâches. Les premiers travaux de la commission d'évaluation des

politiques publiques du canton de Genève montrent qu'il y a là du grain à moudre. Ainsi la politique du logement social subventionne des projets immobiliers trop onéreux: les besoins pourraient être satisfaits à moindre coût. Le désordre administratif qui caractérise le secteur de la formation professionnelle est source de gaspillage financier et humain. Et une meilleure organisation de l'administration fiscale permettrait sans conteste d'améliorer les recettes de l'État. Mieux essayer pour pouvoir. JD

*On comprend
le mécontentement
des fonctionnaires
qui, malgré les
sacrifices consentis,
ne voient pas venir
l'embellie promise*

L'Italie est à l'Europe ce que le Tessin est à la Suisse

Dans l'édito de DP 1320, nous avons conclu que l'adhésion à l'Europe aurait un certain coût et que nous devions en fixer le montant. Mais, avant même d'appartenir à l'Union européenne, la Suisse doit en gérer les contradictions, nées de conditions géographiques et socioprofessionnelles très contrastées. Ainsi les taxes alpines, correspondant au projet européen de favoriser le rail, pourraient-elles se révéler un obstacle à l'avance du dossier.

NOUS ÉCRIVONS LA semaine dernière que la Suisse devrait se résoudre, si elle souhaite conclure les négociations bilatérales avec l'Union européenne, à augmenter ses subventions au rail plutôt qu'à exiger un prix de passage élevé pour les camions en transit. Car si les Quinze déclarent vouloir la vérité des coûts et favoriser le rail, ils n'y sont pas encore prêts. C'est en grande partie les contradictions internes à l'Union et la structure des entreprises de transport des pays du sud qui en sont la cause.

Redistribution au sud des Alpes

Une des difficultés tient au fait que l'Italie est à l'Europe ce que le Tessin est à la Suisse: le seul État situé au sud des Alpes. Obligés de les franchir pour leurs échanges avec leurs partenaires, ils considèrent l'un et l'autre une taxe élevée comme une discrimination par rapport aux autres cantons (pour le Tessin) ou pays (pour l'Italie), qui peuvent commercer entre eux sans avoir à s'en acquitter. Problème réel, mais difficile à résoudre autrement qu'en redistribuant au Tessin et à l'Italie une partie des taxes perçues pour compenser ce désavantage.

L'Italie a cependant dans ce domaine des intérêts contradictoires: souhaitant développer le port de Gênes et faire concurrence aux Pays-Bas dans le trafic maritime, elle a tout intérêt à voir le trafic combiné se développer: les populations alpines des pays de l'Union – en France et en Autriche, ainsi qu'en Italie même – ne sont pas prêtes à voir le nombre de camions traversant leurs vallées augmenter. Le problème, c'est que les entreprises de transport italiennes sont essentiellement des microstructures familiales. Elles tirent l'essentiel de leurs profits du transport lui-même et n'ont aucune souplesse, à l'inverse des grandes entreprises, davantage développées dans d'autres pays. Celles-ci tirent une part importante de leurs profits de la logistique liée aux transports et passeront au rail si les prestations offertes sont de qualité et que son prix est inférieur à la route.

La situation n'est pas très différente en France, où 85% des entreprises de

transport possèdent moins de dix camions. Ce pays pourrait cependant être un allié de la Suisse, grâce à un ministre de l'environnement écologiste. Le gouvernement Jospin a néanmoins confirmé l'été dernier l'extrême prudence dont ses prédécesseurs avaient déjà fait preuve face aux routiers, lorsqu'il a renoncé à augmenter les taxes frappant le gazole. Les camions continuent donc, par ce biais, d'être indirectement mais largement subventionnés en France.

Quant à l'Autriche, elle refuse que les conditions faites à la Suisse soient plus favorables que celles dont elle a dû s'accommoder lors de son entrée dans l'Union. Elle tente d'obtenir par cette attitude la reconnaissance de la «spécificité alpine». Vienne encourage d'ailleurs la Suisse à rester ferme, de peur que son propre régime ne soit remis en question.

La spécificité alpine

La résolution de ces problèmes prendra forcément, dans une structure comme l'Union européenne où les blocages sont aisés, encore bien quelques années. La question est donc pour la Suisse de décider si elle préfère avoir raison toute seule dix ans avant tout le monde ou si elle défend sa position sur le long terme, tout en faisant, aujourd'hui, des concessions douloureuses en vue d'un rapprochement. pi

Erratum

UNE ERREUR DE transcription a entraîné un contresens d'interprétation historique dans l'article que nous avons consacré au débat qui s'est déroulé, dans les années 50 au Grand Conseil vaudois, sur le référendum financier obligatoire. (À lire la semaine passée dans DP 1320). L'introduction du référendum s'est heurtée à l'opposition décidée de tout le centre gauche, allant des radicaux, alors parti dominant, à la gauche, POP compris.

À rappeler clairement au moment où la proposition est réactualisée. réd.

La réduction de la durée du travail, modèle FTMH

Le secteur des machines est un secteur exposé. Depuis 1991 il a perdu, en moyenne, 10000 emplois par année. Les récentes décisions du groupe ABB n'inversent pas la tendance. Dès lors, présenter comme objet principal du renouvellement de la convention collective (CCT) une réduction substantielle de la durée du travail, moins dix pour-cent, peut passer pour une provocation. C'est au contraire du réalisme.

LA DISCUSSION THÉORIQUE a enfin quitté le ciel de l'abstraction. Une réduction forte de la durée du travail n'est plus une idée, c'est une proposition; plus un débat, une négociation. Quel plaisir d'entendre Christiane Brunner, présidente de la FTMH, défendre ces notions, encore nouvelles pour beaucoup, du compte de capital-temps, du congé long, qu'il soit congé parental, congé formation, retraite anticipée. Cette mise à l'épreuve d'idées neuves, on aurait pu l'attendre du secteur public; elle vient du syndicat d'un secteur exposé à la concurrence. Tant mieux! Si réussite il y a, elle sera d'autant plus probante.

Un nouveau modèle

Il y a dans la proposition de la FTMH, une rupture et une vista. Rupture avec les négociations d'un petit plus un peu partout, du saupoudrage des améliorations concrètes; un jour férié ici, une semaine de vacances là, un congé maternité amélioré. Rien de cela n'était et n'est négligeable, mais la veine exploitable s'épuisait. La réduction forte de la durée du travail couplée à l'annualisation du temps travaillé, à la limitation des heures supplémentaires, à l'ouverture d'un compte de capital-temps relancent la négociation paritaire, ouvrent de nouveaux espaces. C'est, sur le terrain, la recherche d'un nouveau modèle. Le patronat sait que ce problème se pose partout dans le monde industriel et qu'il peut aussi y trouver son compte. Il s'assiera à la table de négociations.

L'annualisation

À titre de compensation et pour séduire le patronat, la FTMH offre la flexibilité du travail, admettant et une extension du travail par équipes et l'annualisation du travail.

Le travail par équipes, dans le cadre

de l'actuelle loi du travail, est déjà largement utilisé. Notamment les 2 X 8. Le patronat verra, certainement, dans cette incitation de la FTMH, une invite à franchir une porte déjà ouverte. En revanche l'annualisation des heures, dans une fourchette de travail exigible par semaine pouvant aller de 25 à 50 heures, est une ouverture syndicale d'importance. Elle exigera même beaucoup de garde-fous pour éviter à l'intérieur du travail ordinaire une sorte de sous-travail sur appel. Il faudra notamment éviter que le capital-temps ne soit par ce biais vidé de sa substance, et qu'on réduise arbitrairement les heures de présence d'un travailleur quand son compte d'épargne temps lui donnerait droit à un congé contractuel.

Le capital-temps

(Capital ou épargne-temps? Les Français disent «épargne». Il faudrait tendre à une même terminologie).

La FTMH propose donc que l'on capitalise sur un compte les heures supplémentaires, plafonnées à 208. Cette marge de flexibilité signifie que l'on pourrait travailler 40 heures. ($208 : 52 = 4 + 36 = 40$). Autrement dit la FTMH demande «simplement» l'abolition des heures supplémentaires actuelles et l'octroi, dans l'hypothèse du maintien de 40 heures hebdomadaires, d'un congé capitalisable de 5 semaines et demi par an.

L'essentiel, dans ce modèle, est la rupture entre la notion de congé (y compris la retraite anticipée) et celle de vacances. Le congé offre de nouveaux champs de liberté. Lui seul, par l'obligation de remplacer la personne absente, est créateur d'emplois, soit provisoires, soit définitifs si le travailleur choisit la retraite anticipée. Lui seul est compatible avec une formation ou un perfectionnement professionnel sérieux. Lui seul permet d'innover, par exemple sous la forme du congé paren-

tal. Le patronat peut aussi y trouver son compte, que ce soit au titre des avantages de la formation ou du renouvellement du personnel rendu possible par les retraites anticipées.

La FTMH assume un risque avec sa proposition. D'une part elle aura à affronter la résistance patronale, mais c'est le jeu prévisible. D'autre part les travailleurs tiennent souvent au paiement, en argent et non en temps, des heures supplémentaires. Enfin la notion de congé est perçue parfois comme désécurisante par opposition au confort des vacances. Il faudra donc que les dirigeants FTMH à la fois entraînent leurs troupes et convainquent leurs partenaires.

Au-delà des personnes concernées, le syndicat mérite un large soutien de l'opinion publique pour son audace novatrice. ag

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)
Rédaction:
Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)
Ont collaboré à ce numéro:
Gérard Escher (*ge*)
André Gavillet (*ag*)
Pierre Imhof (*pi*)
René Longet (*rl*)
Jérôme Meizoz
Charles-F. Pochon (*cfp*)
Composition et maquette:
Françoise Gavillet,
Claude Pahud,
Géraldine Savary
Secrétariat: Murielle Gay-Crosier
Administrateur délégué: Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA,
Renens
Abonnement annuel: 85 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021 / 312 69 10
Télécopie: 021 / 312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9

Quand la démocratie a droit à

Les découvertes scientifiques modifient profondément nos modes de vie.

Entre peur et optimisme irraisonnés, les choix de nouvelles technologies doivent s'appuyer sur de solides évaluations.

Ces choix, politiques, doivent aussi être le fait du plus grand nombre.

Un outil: la conférence de consensus.

LES DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES et leurs applications se succèdent à un rythme rapide. Elles modifient parfois profondément notre vie quotidienne et influencent de manière significative l'évolution de la société. Face à ces impacts majeurs, les autorités peinent à affirmer des choix politiques. Et les procédures démocratiques semblent bien désuètes pour répondre à de tels enjeux. Sommes-nous dès lors condamnés à subir le fait accompli technologique?

Craintes infondées et enthousiasme naïf

Les innovations techniques ont toujours suscité des craintes infondées et des espoirs irréfléchis. Qu'on pense aux briseurs de machines du début du XIX^e siècle qui craignaient pour leur emploi ou aux adversaires de l'ingénierie génétique qui aujourd'hui prédisent une catastrophe biologique. Les progrès scientifiques provoquent aussi un enthousiasme naïf. Les partisans de l'énergie nucléaire ont cru à un avenir libéré de tout souci énergétique et les chantres de la biotechnologie nous dépeignent une humanité enfin affranchie de la famine.

L'histoire nous enseigne qu'il est

vain de prétendre bloquer le développement des sciences et des techniques. Ce qui ne signifie pas que ce développement obéit à une loi naturelle à laquelle, impuissants, nous devrions nous soumettre. La recherche et les applications qui en découlent nécessitent d'importants investissements financiers de la part des collectivités publiques, donc des choix politiques. À titre d'exemple, la recherche nucléaire en Suisse bénéficie d'un soutien beaucoup plus substantiel que la promotion de l'énergie solaire. Par ailleurs, l'impact des retombées pratiques d'une nouvelle technologie peut faire l'objet d'une appréciation qui conduira à l'édiction d'une réglementation des différents usages possibles.

Dimension politique des choix technologiques

C'est sans conteste l'énergie nucléaire qui nous a ouvert les yeux sur la dimension politique des choix technologiques. Après une première période euphorique – enfin de l'énergie en abondance et à bon marché –, le doute s'est installé et la critique s'est exprimée grâce à l'action militante d'organisations locales: la centralisation de la production fragilise l'approvisionnement.

Publiforum: une tentative de renouveler le débat démocratique

LE MORATOIRE NUCLÉAIRE approche de son terme et la libéralisation du marché de l'électricité rend plus complexes encore les enjeux énergétiques. D'où l'idée de réunir une trentaine de citoyennes et de citoyens choisis de manière aléatoire, de mettre à leur disposition la documentation qu'ils jugent utile, de leur permettre d'auditionner les experts et les représentants d'intérêts qu'ils désirent entendre. À la suite de cette confrontation qui aura lieu en mai 1998, les laïcs élaboreront un rapport de synthèse qui sera transmis aux autorités politiques, aux milieux intéressés et aux médias.

Le Publiforum oblige le citoyen à entrer en matière sur les arguments scientifiques et contraint les experts à soumettre leur point de vue à la critique des laïcs.

Le Publiforum ne constitue pas une étape supplémentaire dans un processus de décision déjà long, pas plus qu'il n'est un lieu de négociation. Les acteurs en présence ne représentent pas des intérêts organisés et n'ont aucune légitimité à se substituer aux autorités politiques. Cette conférence de consensus se veut d'abord un lieu de rencontre entre science et technique d'une part, société d'autre part, lieu de communication des savoirs et des attentes, lieu d'émergence peut-être de solutions nouvelles.

Si l'expérience se révèle concluante, on peut envisager de l'étendre à d'autres dossiers tels que, par exemple, la médecine, l'informatique, l'emploi, à tous les dossiers dont la complexité des enjeux exige le regard croisé des experts et des laïcs.

rl/jd

un strapontin

ment du pays, la dangerosité du combustible impose des mesures de sécurité qui peuvent porter atteinte aux libertés, la gestion non résolue des déchets représente un lourd héritage pour les générations futures. Bref, nous nous sommes lancés dans une application technologique nouvelle sans prendre en compte tous les éléments du problème. Il a fallu plus d'une décennie pour imposer un moratoire et déclencher un débat sur des solutions alternatives.

Systématiser l'évaluation technologique

Dans le dossier nucléaire comme dans celui de la biotechnologie – et dans bien d'autres aussi qui ne font pas (encore) la une de l'actualité, les autorités interviennent avec retard, sous la pression de mouvements d'opinion. Par ailleurs, sur des thèmes d'une

telle complexité, le débat démocratique a peine à se dérouler dans des conditions d'information suffisante. Très rapidement le conflit tourne à la guerre de religion, la confrontation se limite à un échange de slogans.

Sortir de sa tour d'ivoire

C'est pour combler ces lacunes que le Conseil fédéral a institué dès 1992 une unité d'évaluation technologique – « Technology Assessment » (TA) en jargon international – rattachée au Conseil suisse de la science. La Suisse n'a fait que reprendre une pratique inaugurée depuis une vingtaine d'années aux États-Unis et depuis une décennie dans certains pays européens.

Jusqu'à présent cette unité a réuni une documentation considérable et commandé des expertises sur les impacts sociaux, économiques, environnementaux de la biotechnologie et du

génie génétique, les technologies de l'information, la transplantation d'organes d'animaux notamment.

Mais cette riche documentation reste peu accessible aux non-spécialistes. Elle n'a guère eu d'effet non plus sur les débats parlementaires. Bref, il est temps de faire sortir l'évaluation des choix technologiques de sa tour d'ivoire. Car le TA ne peut se limiter à accumuler des connaissances. Ces dernières n'ont d'intérêt que si elles sont mises au service d'un débat public qui met en présence scientifiques et citoyens, et qui permet au plus grand nombre d'anticiper les enjeux liés aux innovations technologiques, donc d'étayer des choix politiques et de faciliter la mise en œuvre des régulations nécessaires.

C'est précisément l'objectif de la conférence de consensus prévue sur le thème de l'approvisionnement du pays en énergie électrique. *rl/jd*

GLOBAL ET MIGROS

La deuxième mort de A. Duttweiler

À NOTRE AVIS, les lecteurs de *Construire* ont été mieux informés sur la 135^e assemblée des délégués de la Fédération des Coopératives Migros (FCC) que ceux de l'allemande *Brückenbauer*. Comparons les éditions du 12 novembre (N° 46) des deux journaux à la page 24 de l'édition française et 32 de l'édition allemande.

Deux journaux, deux infos

Construire précise que 101 délégués sur 113 étaient présents alors que *Brückenbauer* se contente d'annoncer la présence de 170 délégués et invités. La divergence la plus importante concerne l'achat de Globus par Migros, l'objet principal à l'ordre du jour. *Brückenbauer* met en évidence l'aspect économique de l'acquisition alors que *Construire* présente mieux le débat au cours duquel « Pierre Arnold, président de la Fondation G + A. Duttweiler, la gardienne du patrimoine spirituel Migros, tient à faire savoir son opposition de principe à l'investissement colossal consenti pour l'acquisition de Globus.

Il encourage les organes Migros à réfléchir sur les structures coopératives, afin que la communauté demeure fidèle aux idées de Duttweiler. »

Globus n'est pas Migros

La seule information commune aux deux journaux est le fait qu'André Gut, vice-président de l'administration, a souligné « que les compétences des organes ont été respectées ». Autre absence d'information des lecteurs allemands, la proposition de Peter Everts de soumettre à l'assemblée pour discussion les conclusions d'un groupe « Structure Migros » récemment mis sur pied.

Les lecteurs de *Construire* ignorent, en revanche, que la Caisse de pensions améliore le sort des salariés de Migros et que la Convention collective de travail de Migros ne sera pas étendue au personnel de Globus.

Conclusion : lisez plusieurs journaux si vous voulez être mieux informés. Même chez le même éditeur, la pluralité existe parfois. *cfp*

Médias

L'ORGANISATION SOCIALISTE Libertaire (OSL) vient de lancer une feuille d'agitation bimestrielle et bilingue (F/D) nommée *Rébellion*.

Le numéro deux vient de paraître. (Adresse : OSL, case 687, 1000 Lausanne 9).

ÉDITION PASSIONNANTE DU quotidien *Le Courier* (7.11.). C'était vraiment « L'essentiel, autrement » (devise du journal) puisque les seize pages ne contenaient que des dessins d'actualité.

UN GROUPE PROFESSIONNEL méconnu, les correcteurs d'imprimerie romands, groupés dans l'ARCI, publient un bulletin professionnel nommé *Trait d'Union*.

Découvert dans le numéro d'août un article exclusif de Jean Joliat, passionné de recherches lexicales et linguistiques, intitulé « Médias : l'intoxication insidieuse du cerveau par dérives sémantiques. » Une phrase : « Bizarrement, on entend souvent parler d'exécution d'otages alors qu'il s'agit d'assassinat. » *cfp*

Bonne nouvelle, vous ne coûtez rien

365 milliards de dollars: c'est la somme articulée pour l'arrangement qui sera prochainement signé entre l'industrie du tabac, une armée d'avocats et quarante procureurs généraux américains. Somme qui rembourserait aux États le coût des traitements d'affections liées au tabac. (Si vous vous inquiétez pour l'industrie du tabac, apaisez vos craintes, la somme est déductible des impôts et l'industrie du tabac pourra récupérer cette perte par une augmentation du prix du paquet de 62 cents). Mais ces sommes gigantesques cachent le fait qu'il est difficile d'évaluer le «coût du tabac» pour la société. Une étude néerlandaise sérieuse s'y est attelée.

D'APRÈS UNE ÉTUDE néerlandaise, les fumeurs souffrent trois fois plus de problèmes cardiaques que les non-fumeurs, dix fois plus du cancer du poumon, deux fois plus d'autres cancers, deux fois plus d'infarctus et 25 fois plus fréquemment de broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO). Connaissant la prévalence des fumeurs (entre 30 et 40% des mâles selon la tranche d'âge) on peut estimer que la facture totale due au tabac s'élève à environ 8% des coûts de la santé. Les fumeurs coûtent donc plus cher au système de santé: la différence se fait sentir dès 40 ans, et pour le groupe d'âge 64-70 ans, elle atteint 40%!

Plus on vit, plus on coûte

Mais cette moins bonne santé des fumeurs a une conséquence brutale: les fumeurs meurent plus jeunes. L'espérance de vie des hommes tourne autour de 70 ans pour les fumeurs et de 77 ans pour les non-fumeurs. Quant aux femmes, elle est respectivement de 76 ans pour les «torrailleuses» et de 82 ans pour les prudentes (chiffres néerlandais arrondis). Ainsi, à 70 ans, 78% des non-fumeurs sont encore vivants, contre 57% des fumeurs. Conséquence: les coûts de santé d'un non-fumeur sur toute la durée de sa vie sont plus élevés que ceux d'un fumeur – d'environ 15%, les dernières années étant les plus chères. Si tous les fumeurs cessaient de fumer, quel serait l'effet sur le coût de la santé? Initialement, si les fumeurs retrouvaient leur santé florissante, les coûts globaux baisseraient de 2,5%. Puis la baisse s'atténuerait (moins de gens mourraient jeunes). Quinze ans plus tard, ces ex-fumeurs dont la longévité se trouverait améliorée, représenteraient un surcoût.

Un nouvel équilibre s'établit alors: il coûterait 7% de plus, globalement, d'avoir uniquement des non-fumeurs dans la population. En d'autres termes, une augmentation de 7% pour que près d'un tiers de la population tousse moins, ne souffre plus de l'horrible cancer des poumons et vive quelques années de plus. C'est pas cher payé!

Ce genre d'analyse connaît des limites, dont les principales viennent de la difficulté d'évaluer les effets à long terme. L'étude des coûts globaux ne tient pas non plus compte des «taxes» que les fumeurs paient, même si elles ne sont pas forcément utilisées pour diminuer leur coût de santé. Les chiffres ne tiennent pas non plus compte du tabagisme passif – qui engendre probablement des coûts de santé exponentiels, mais dont l'estimation est plus hasardeuse; le dernier rapport de l'Académie (française) de médecine, attribue entre 60 000 et 100 000 infections graves par an à la fumée des autres. Les assurances auraient donc intérêt à prévoir un savant mélange de fumeurs et de non-fumeurs dans leur clientèle; l'argument du coût ne justifierait plus le harcèlement anti-fumeurs.

Reste que la réduction du tabagisme est un objectif prioritaire. Sachant qu'on commence à fumer bien avant 20 ans et que les adolescents sont sensibles au prix du paquet de cigarettes, le lobby anti-tabac américain propose d'ajuster ce prix jusqu'à ce que le nombre de fumeurs adolescents ait diminué de moitié; d'autres États contrôlent sévèrement la vente de tabac aux mineurs – avec des résultats qui incitent au pessimisme: il faut un respect de la règle d'au moins 90% pour que cette politique répressive ait un petit effet.

ge
New England journal of Medicine, 9 octobre 1997.

Tabac littéraire

LE HÉROS A arrêté de fumer puis repris depuis dix ans. Ultime tentative: «Au loin, il y avait une enseigne d'un bureau de tabac. Je suis passé devant sans presque le voir. Une fois, deux fois, trois fois. Au quatrième tour, [...] je suis entré. J'ai fait la queue. Je me sentais incroyablement nerveux. Je voyais tous ces paquets, tous ces cubes, ces briquets, ces pochettes d'allumettes... J'étais heureux. Lorsque mon tour est venu, j'ai demandé une provision pour une semaine. Et je n'ai plus dérogé à la règle: désormais, je fume des chewing-gums sans filtre. Deux paquets par jour.

Dan Franck, *Tabac*, éd. Mille et Une Nuits.

Les droites radicales en Suisse

Chaque année, le Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme publie un inventaire – sur quatre cents pages! – des organisations et courants de pensée qui menacent la démocratie.

LES ORGANISATIONS RECENSÉES dans les *Extrémismes en Europe* appartiennent principalement à la «droite radicale»; peu à l'extrême gauche qui ne regroupe plus que quelques groupes armés très minoritaires, impossibles à repérer. L'éventail va de l'extrême droite qui opère dans le champ électoral, passe par une frange de la «nouvelle droite», par les groupes catholiques intégristes, par les mouvements xénophobes, par les activistes islamistes et, à l'Est, par les tenants d'un ordre totalitaire, venus de mouvements ultra-nationalistes droitiers ou de l'ex-nomenklatura. Les auteurs appellent à une riposte de la Communauté européenne – législative et éducative – qui puisse enrayer le développement ainsi que les connexions internationales de ces groupes.

Skinhead, droites institutionnelles & Cie

Un chapitre, rédigé par le journaliste Eugenio d'Allesio, est dédié à la Suisse.

La partie alémanique est la plus touchée par les actes à caractère raciste (90% dans la première moitié de 1996). L'auteur attribue cette prédominance à l'implantation de l'extrême droite institutionnelle, Démocrates suisses (6500 membres), Parti de la liberté (12500 membres revendiqués) et Union démocratique fédérale, et à celle du mouvement skinhead, violent et imprégné de néo-nazisme. L'extrême droite institutionnelle est renforcée et légitimée par la radicalisation de franges de la droite traditionnelle, à l'exemple d'un Blocher.

Au Tessin, la Lega, inspirée de la Ligue du Nord de Bossi, a plus de peine aujourd'hui à faire valoir son fonds de commerce populiste: dénonciation de la «partitocratie», «débureaucratisation», baisse des impôts, xénophobie.

En Suisse romande, la droite extrême se fait moins visible et plus intellectuelle: Ligue vaudoise, Nouvelle Droite suisse de Pascal Junod à Lausanne et Genève, intégrisme catholique du valaisan René Berthod.

Le juriste genevois Junod est le correspondant dans notre pays du réseau

Synergies européennes, relayé par des cercles intellectuels:

- Le cercle Proudhon, élitiste, qui organise des conférences et des séminaires comme: «L'Afrique du Sud: dernier bastion?».

- Le cercle Thulé – actif dans le milieu universitaire – qui diffuse les publications de la Nouvelle droite et un bulletin, *Diffusion Thulé*, avec des comptes-rendus de livres comme *Les tricheurs de Versailles* de Léon Degrelle.

- L'Association des amis de Robert Brasillach, écrivain collaborationniste, a été fondée à Lausanne par Pierre Favre; elle est présidée par le même Junod. Tout ceci n'empêche pas ce dernier de nier ses accointances avec le fascisme, et, retranché derrière son paravent culturel, d'estimer que «l'extrême droite joue à l'heure actuelle le même rôle que les juifs sous le Troisième Reich».

À Lausanne, il faut évoquer le néonazi Gaston Amaudruz et son *Courrier du continent* et Mariette Paschoud, qui dirige le négationniste *Pamphlet*.

En Valais, la droite radicale est représentée par le catholicisme intégral des disciples de Lefebvre, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, et la frange ultraconservatrice du Parti démocrate-chrétien, le Mouvement chrétien-conservateur (une centaine de membres) de Paul Germanier et René Berthod. Maurras et Le Pen en sont les inspireurs; les droits de l'homme sont considérés comme «impies et sacrilèges», Franco et Salazar comme les serviteurs des «vrais principes catholiques»; l'antisémitisme et l'anticommunisme sont évidemment de mise. Rappelons que Berthod tient une chronique dans le *Nouvelliste* (42000 exemplaires) et qu'il est l'éditorialiste de la *Gazette de Martigny*, qu'il a été accueilli aux éditions de l'Âge d'Homme, dans une collection dirigée par le très anti-démocrate Slobodan Despot.

Terminons ce survol avec le Front islamique du salut, dont les militants en Suisse s'occupent de propagande et surtout d'achat d'armes.

Malgré le faible nombre de ses militants, la droite extrême montre une persistance très nette, dont témoigne

l'implantation dans certains bastions. La diversité des formes qu'elle emprunte rend délicate l'estimation de sa force réelle. Il faudrait d'autre part en savoir plus sur les connexions, difficiles à évaluer, qui s'établissent entre ses composantes. Du travail pour les Gunther Wallraff et Anne Tristan helvétiques. cp CERA, *Extrémismes en Europe*, L'Aube, 1997

ÉCOLOGIE

Campagne à la ville

DANS L'ÉTAT DES lieux que Pro Natura a fait paraître, la protection de la nature est envisagée sous des aspects multiples: histoire du paysage, protection des espèces, cadre légal, éducation, loisirs et tourisme, développement durable.

Un chapitre intéressera les citadins qui ne sortent que contraints et inquiets de leur biotope favori: «La nature en ville». Nous n'y sommes en effet pas seuls! Vingt-trois espèces de chauves-souris y volettent; un quart des oiseaux nicheurs y pépient; la moitié des plantes peuvent y fleurir; des lézards viennent s'y réchauffer le sang sur des murailles; batraciens et couleuvres s'y établissent également. Milieu chaud et sec, la ville peut même accueillir des espèces menacées.

Pour rehausser la qualité de la vie en ville, il est suggéré une certaine tolérance au «désordre», de laisser investir rebords de fenêtres, balcons, jardins et arrière-cour. Il est aussi envisageable d'aménager des étangs, de prévoir des nichoirs, de semer des fleurs sur les talus des voies ferrées.

Exemple zurichois: dans le quartier de Glaubten, l'eau de pluie s'écoule dorénavant dans un petit ruisseau, les pelouses ne sont plus tondues, des prairies fleuries escortent les chemins, des poules et des lapins s'ébattent dans un enclos, des espaces inutilisés sont réinvestis par les habitants.

Voilà une conception bien aimable de l'urbanisme! cp

Pro Natura, *Manuel de protection de la nature en Suisse*, Delachaux et Niestlé, 1997.

Adolf Muschg, empêcheur de penser en rond

Réquisitoire contre la banalisation de l'attitude suisse pendant la guerre, les écrits d'Adolf Muschg ont fait couler beaucoup d'encre (noire) en Suisse allemande. Sa notoriété a traversé les frontières puisqu'il est traduit et lu tant en France qu'en Suisse romande. Une œuvre à ne pas manquer, pour comprendre que l'utopie même grinçante est un acte vital et fondateur.

L'ŒUVRE DE MUSCHG circule bien, en traduction, en Suisse romande comme en France. Les éditions Galland ont notamment publié les grinçantes *Histoires d'amour* (1975), repris chez Gallimard, et Zoé, *Notre temps est à l'orage* (1990). Titulaire de la chaire de littérature allemande de l'EPFZ, l'écrivain jouit actuellement d'un renom à double tranchant: après avoir été la cible d'attaques anti-intellectualistes de la part du populiste Blocher, Muschg a reçu, à la suite de ses articles critiques parus dans la presse, plusieurs menaces de mort, anonymes bien sûr. Les écrits en question viennent de paraître en français, traduits par Etienne Barillier, sous le titre de *Cinq discours d'un Suisse à sa nation qui n'en est pas une* (le titre original est plus cruellement explicite: *Wenn Auschwitz in der Schweiz liegt*).

Ce recueil de textes polémiques (articles de presse, chroniques radiophoniques, remerciements pour des prix) prend pour thème la difficulté politique – et en quelque sorte psychologique – de la Suisse à relire son passé (principalement la guerre), et donc d'envisager son avenir (la question de l'Europe). Muschg y développe ainsi, avec humour et érudition, un réquisitoire contre le déni ou la banalisation, entretenus par diverses personnalités officielles, de l'attitude de la Suisse durant la dernière guerre.

Pamphlet contre les radicaux

Dans un article paru dans le *Tages Anzeiger* du 24 janvier 1997, le polémiste prend d'abord à parti Jean-Pascal Delamuraz. Celui-ci, encore président de la Confédération, protestait contre les critiques américaines en arguant que «Auschwitz n'est pas en Suisse». Muschg le prend au mot car cet énoncé, littéralement vrai, est lourd de connotations: celles notamment du refus de toute responsabilité collective quant à ce qui a eu lieu «ailleurs». Selon Muschg, jusqu'à la récente polém

mique qui l'agite, la Suisse vivait dans une «légende» de neutralité, voire de résistance guerrière:

Aux intellectuels, le mépris

«Ils [les Suisses] doivent comprendre que leur parfait bon droit d'hier reposait sur une illusion – qui maintenant, pour la première fois, apparaît à autrui comme une tromperie malveillante.»

Dans une réponse (radio DRS, 13 février 1997) à un article intitulé «Nulle raison d'avoir honte» (NZZ, 11 février 1997), sous la plume de Franz Steinegger, président du parti radical suisse, Muschg cite, par contraste, les noms de ceux qui n'ont justement pas à avoir «honte» de leurs actes, et que bien souvent la Suisse a proscrits ou blâmés: Paul Grüninger, qui sauva des Juifs en détournant les règles de sa fonction, Maurice Bavaud exécuté pour avoir projeté de tuer Hitler, le consul de Suisse en Hongrie, Lutz, Max Hutter, combattant de la Guerre d'Espagne contre les putschistes de Franco, sévèrement accueilli à son retour au pays de la liberté... Et l'écrivain zurichois de déplorer que les appels des intellectuels, dès les années soixante, à l'examen critique de notre attitude, n'aient guère suscité que le mépris («tout juste quelques intellectuels, c'est-à-dire, pour la Suisse officielle, personne»). Malgré la virulence blessée de ses propos, l'écrivain cherche moins à juger les Suisses de 39-45 qu'à dénoncer le «mensonge à soi-même» préservé par la suite à propos des agissements de l'époque. Lorsque «Monsieur Propre» s'avère être un «maqueur», la douleur est à la mesure du mythe qui se brise.

Le «tragique intime» de la Suisse

À l'occasion de ce choc historique qui depuis 1995 secoue la Suisse, et qui a subitement revalorisé la profession

d'historien, Muschg commente plus profondément des traits fondamentaux de ce pays, mis en évidence par Keyserling dans son *Analyse spectrale de l'Europe* (1928): le «tragique intime» de l'étroussure (le «besoin de grandeur» de Ramuz), celle d'une Confédération craintive des conflits intérieurs, prisonnière d'une représentation idyllique de soi, où la participation à l'Histoire est déniée voire gelée, où les impératifs économiques se sont si souvent substitués à une réflexion politique responsable. La sévère analyse de Keyserling sur l'«état d'ankylose des Suisses» est certes datée, et Muschg n'y souscrit pas aveuglément; il la transpose à des situations concrètes, parfois la nuance aussi.

Europe: des flèches qui n'épargnent personne

Évoquant la votation du 6 décembre 1992 sur l'adhésion à l'EEE, Muschg n'épargne pas de ses flèches le «non» de la droite nationale, mais également celui des anciens de 68 (le conseiller national Andreas Gross, l'écrivain Otto F. Walter, le dramaturge Thomas Hürlimann «ressortissant de la Suisse primitive, régénéré par les eaux du lac de Sils», pourtant proches de ses propres positions critiques), accusés d'un repli nostalgique sur les montagnes helvètes... Derrière la rudesse du point de vue – Heidi, au fond, est obscène –, l'utopie vitale survit chez Muschg. Il voit même dans l'examen historique auquel se livre la Suisse actuelle son occasion unique de coïncider avec soi et de libérer ainsi des forces créatives: «le choc d'aujourd'hui nous offre une chance: celle de ressembler au pays que nous fûmes, et que nous pourrions être».

Jérôme Meizoz

Adolf Muschg, *Cinq discours d'un Suisse à sa nation qui n'en est pas une*, Genève, Zoé, coll. Cactus, 1997, 69 p. (Parution originale en allemand), Suhrkamp, 1997